Les armées vont devoir se serrer le ceinturon

15/06/2010 à 8h08



Le ministre de la Défense a annoncé, hier, une réduction de son budget de cinq milliards d'euros en trois ans.

Mais quels secteurs pâtiront le plus de ces économies ?

Le chiffre courait depuis plusieurs semaines, et c'est le ministre de la Défense, Hervé Morin, qui l'a officialisé, hier, lors de l'inauguration du salon de l'armement Eurosatory, à Villepinte (Seine-Saint-Denis) : les armées perdront cinq milliards d'euros de budget d'équipement sur les trois prochaines années.

L'une des solutions consiste à réduire les dépenses courantes.

C'est d'ailleurs ce qu'Hervé Morin a immédiatement laissé entendre : «*Nous continuerons à donner la priorité à l'équipement de nos forces, grâce à des économies sur le fonctionnement*».

De ce fait, la loi de programmation militaire ne sera pas

> ***respectée, et les armées retrouveront sans enthousiasme cette familière réduction de leurs budgets, et les luttes d'influence qui vont avec.***

Réduire les effectifs

Sachant qu'il est difficile de s'en prendre aux entraînements ou aux opérations extérieures, gages des engagements internationaux de la France, on voit mal comment les armées échapperaient à de nouvelles réductions d'effectifs. Il faudra également réduire les achats d'armements, qui représentent autant d'heures de travail pour des entreprises de haute technologie, et donc d'emplois. À l'heure des nouvelles coupes budgétaires, donc des choix, il est clair que des programmes comme le second porte-avions n'ont plus guère de chance de voir le jour. Pour réduire ses achats d'équipements, le gouvernement n'a pas tant de possibilités. Pour la marine, que deviendront la série des frégates FREMM, des sous-marins Barracuda, du SCALP naval ? Les achats de Rafale pour l'armée de l'air, et de ravitailleurs, seront dans le collimateur, sachant qu'il est impossible de toucher à l'Airbus militaire A400 M.

L'armée de terre sera-t-elle épargnée ?

Qu'en sera-t-il du milliard d'euros annuels prévus pour les équipements des services de renseignement ? Le ministre a précisé que l'armée de terre, parent pauvre des forces armées depuis des années, sera en quelque sorte protégée des coups trop violents : « *L'équipement terrestre fera l'objet d'une attention toute particulière, compte tenu des engagements actuels de nos forces, notamment sur le théâtre afghan* ». En réduction constante depuis des décennies, le budget des armées doit aujourd'hui payer son écot pour permettre à Nicolas Sarkozy d'atteindre l'objectif d'un déficit de 3% en 2013, en réduisant les dépenses publiques de 45 milliards. Ce sera dur…

Le Télégramme